



HAL
open science

Comment on écrit l’histoire (des médias)? Conjectures sur l’impact des conjonctures politiques

Nicolas Kaciaf

► **To cite this version:**

Nicolas Kaciaf. Comment on écrit l’histoire (des médias)? Conjectures sur l’impact des conjonctures politiques . Philippe Aldrin, Lucie Bargel, Nicolas Bué, Christine Pina. Politiques de l’alternance. Sociologie des changements (de) politique, Le Croquant, 2016, Collection Sociopo, 9782365120784. hal-01370726

HAL Id: hal-01370726

<https://hal.science/hal-01370726>

Submitted on 23 Sep 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Comment on écrit l'histoire (des médias) ?

Conjectures sur l'impact des conjonctures politiques

Cet article interroge l'impact de l'alternance de 1981 sur le journalisme politique français, sa structuration, ses normes d'activité, ses manières de rendre compte des luttes politiques et de se positionner à leur égard. Dans quelle mesure l'arrivée d'une nouvelle coalition à la tête de l'État a-t-elle pu contribuer à bousculer les entreprises médiatiques et leur environnement économique, redessiner les liens qu'entretiennent les professionnels de l'information avec les acteurs du champ politique et faire évoluer les constructions journalistiques de l'actualité politique ? Ce questionnement peut paraître exagérément vaste. S'il ne réduit pas *a priori* les effets de l'alternance aux seules réformes mises en œuvre par les nouveaux gouvernants, il est cependant à la hauteur des ambitions affichées par Mitterrand et son équipe. Dans un contexte de quasi-monopole d'État sur la diffusion audiovisuelle, trois des 110 propositions du candidat socialiste en appellent à une redéfinition des rapports entre médias et pouvoir politique¹. Et de fait, l'élection de 1981 précède une décennie de transformations de l'univers médiatique. Le pluriel est de rigueur tant celles-ci sont variées, de la « libéralisation » de l'audiovisuel à la « neutralisation » tendancielle de la presse écrite². Pourtant, très peu de travaux érigent l'alternance de 1981 en charnière dans l'histoire des médias français. Ce constat invite à questionner les logiques de périodisation que les spécialistes des médias entretiennent, selon leurs terrains et leur ancrage disciplinaire. Il incite surtout à s'emparer de cette séquence pour renverser les termes d'une problématique récurrente en science politique. Tandis que de nombreuses recherches interrogent les effets des transformations médiatiques sur les activités politiques (Champagne, 1990 ; Neveu, 2000 ; Derville, 2005 ; Nollet, 2010), nous souhaitons au contraire nous demander par quels mécanismes

¹ En voici les termes : « 94 - La télévision et la radio seront décentralisées et pluralistes. Les radios locales pourront librement s'implanter dans le cadre du service public. Leur cahier des charges sera établi par les collectivités locales. Sera créé un conseil national de l'audiovisuel où les représentants de l'État seront minoritaires. (...) 95 - (...) Les dispositions assurant l'indépendance des journalistes et des journaux face aux pressions du pouvoir, des groupes privés et des annonceurs seront prises. (...) 96 - Toute censure de l'information, y compris dans les casernes et les prisons, sera abolie. »

² Il est impossible de recenser l'ensemble des travaux universitaires qui soulignent l'intensité de ces changements. On se contentera de citer ce titre de partie d'un ouvrage collectif : « Big-bang dans l'univers médiatique autour des années 1980 » (Pinto, 2007 : 99).

des reconfigurations politiques telles qu'une alternance sont susceptibles d'affecter la structuration de l'espace journalistique et les pratiques de ses agents.

Un tel questionnement suppose d'abord de s'arrêter sur la multiplicité des manières de construire l'objet « alternance de 1981 ». Ce détour théorique permettra ensuite d'explorer empiriquement l'hypothèse d'un impact de l'alternance sur l'espace des possibles rédactionnels dans les pages *Politique* d'un segment médiatique spécifique : la presse écrite nationale, quotidienne et hebdomadaire³. Tandis que différents indices donnent à voir un processus d'atténuation des soutiens partisans au cours des années 1980, et alors que les rédacteurs interprètent rétrospectivement cette distanciation à l'aune de l'entrée dans une conjoncture politique nouvelle, nous soulignerons que ces changements politiques et journalistiques ne peuvent être mécaniquement corrélés. Si l'alternance a produit des effets sur les logiques de positionnement des rédactions, c'est parce qu'elle intervient dans un contexte de renouvellement du personnel journalistique et de bouleversement de l'environnement économique des entreprises de presse. *In fine*, on verra que l'alternance – ou plutôt les alternances qui se succèdent à partir de 1981 – s'apparente avant tout à un processus de « mise en symétrie » de l'espace politique. En plaçant « gauche » et « droite » face aux mêmes contraintes de gestion du pays, en déliant l'association entre « gauche » et « opposition », en amenant les rédactions à repenser leurs orientations rédactionnelles, le changement de majorité gouvernementale apparaît comme une séquence précieuse pour analyser la diversité des rationalités qui conduisent un journal à se positionner (ou non) sur l'échiquier partisan.

L'alternance comme objet pluriel

Malgré son apparente simplicité, la question de l'impact de l'alternance sur l'espace journalistique français ne va pas de soi. Elle suppose au préalable de s'entendre sur le champ d'investigation que recouvre la notion d'alternance, en particulier celle de 1981. L'échelle d'observation de ses incidences sur les activités journalistiques dépend en effet étroitement de la construction théorique d'un objet appréhendable sous quatre perspectives distinctes.

(1) L'alternance de 1981 renvoie d'abord à l'arrivée au pouvoir d'une coalition de « gauche » qui entend constituer une véritable alternative en termes d'action publique et de pratique du pouvoir. Saisir les effets de l'alternance sur l'espace journalistique consisterait ici à

³ Cet article repose sur des matériaux collectés dans le cadre d'une thèse de doctorat consacrée aux métamorphoses des pages *Politique* dans la presse française de 1945 à 2000. Elle est principalement étayée par l'analyse des pages *Politique* de cinq quotidiens (*Le Monde*, *France-Soir*, *L'Humanité*, *Libération*, *Le Figaro*) et de trois hebdomadaires (*L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Point*), par la réalisation de soixante-cinq entretiens avec des journalistes ayant peuplé les services *Politique* depuis 1945, ainsi que par l'exploitation de sources documentaires .

analyser ce que les nouveaux gouvernants *ont fait* aux entreprises médiatiques et à leurs agents, au moyen des ressources offertes par le pouvoir d'État. Cette approche aurait pour objet d'identifier l'influence des décisions gouvernementales sur les dynamiques de libéralisation et de marchandisation de l'espace audiovisuel. Sur ce point, la littérature est abondante mais très peu ancrée dans des problématiques de sociologie de l'action publique. Les travaux de première main (Bourdon, 1994 : 229 *sq.*) permettent toutefois de s'affranchir des lectures héroïques qui imputeraient aux seuls titulaires du pouvoir d'État l'enclenchement des réformes. Si les processus d'autonomisation des rédactions à l'égard du pouvoir politique et d'introduction de logiques marchandes en leur sein s'engagent avant 1981, les transformations du secteur ne se réduisent pas à des réformes législatives directement inspirées des programmes électoraux. Tandis que la 94^e proposition s'avère d'autant plus floue que le Parti socialiste est parcouru de conflits à ce sujet, il faut tenir compte de la pluralité des acteurs qui, par leurs mobilisations et leur travail de lobbying, pèsent sur la production réglementaire. Enfin, malgré la singularité des trajectoires des systèmes audiovisuels, des évolutions convergentes ont lieu dans toute l'Europe sous la pression d'innovations sociotechniques qui se jouent des frontières nationales (Bourdon, 2011).

(2) L'alternance de 1981 renvoie ensuite à une simple séquence de renouvellement des élites gouvernementales à l'issue d'une élection concurrentielle. Si cette approche laisse entrevoir des changements politiques de faible envergure (ni le système institutionnel, ni les dynamiques de différenciation du champ politique n'en sont affectés), elle met l'accent sur le renversement de la topographie de l'espace partisan. Cette acception invite considérer l'univers médiatique moins comme le réceptacle de l'action gouvernementale que comme un ensemble organisé d'acteurs, d'institutions et de dispositifs techniques qui interagissent avec les entreprises politiques et participent à la régulation de leurs affrontements (Cook, 1995 : 15). En raison des chaînes d'interdépendance entre entreprises médiatiques et forces politiques, l'inversion des positions entre partis majoritaires et partis d'opposition tend à se répercuter sur les supports qui ont pris part à l'affrontement électoral. Journaux et journalistes ayant soutenu Mitterrand se retrouvent désormais « proches » du pouvoir, ce qui les expose à des contraintes de positionnement nouvelles et bouscule l'espace de leurs possibles rédactionnels (Juhem, 2001).

(3) Troisièmement, l'alternance de 1981 marquerait l'entrée dans une configuration institutionnelle inédite, fondée sur un renouvellement cyclique des équipes gouvernementales dans un système politique dominé par un principe majoritaire et durablement organisé autour de deux coalitions aux frontières étanches. Les changements de majorité gouvernementale ne sont évidemment pas propres à la V^e République mais la particularité de ce système institutionnel est de connaître une progressive centralisation de l'autorité politique autour des états-majors

partisans (Dulong, 2010 : 172 *sq.*). Aussi les contours des majorités ne se dessinent-ils plus à l'issue de négociations dans le huis-clos parlementaire, mais à partir d'accords de gouvernement entre des partis de plus en plus disciplinés. Cette approche invite à appréhender les effets des alternances sur l'évolution, à long terme, des représentations et conceptions du métier journalistique. 1981 a ainsi mis un terme à deux décennies d'identification de la « droite » au pouvoir (mieux : au régime) et de la « gauche » à l'opposition. La perspective consisterait ici à analyser dans quelle mesure l'acculturation de la « gauche » au pouvoir, sa conversion aux impératifs « gestionnaires » (Rosanvallon, 1998 : 329) et le déclin de la dramaturgie politique à mesure que les alternances se sont banalisées ont pu favoriser le développement d'une écriture journalistique plus distanciée, focalisée sur les luttes de pouvoir à l'intérieur des partis plus que sur les projets dont ils sont porteurs (Saitta, 2010).

(4) Au-delà de ces appréhensions systémiques, l'alternance peut être lue comme le produit et le révélateur de changements socioéconomiques qui conduisent à un sensible déplacement des croyances idéologiques, des préférences électorales et des relations instituées entre partis et groupes sociaux. Ces mutations pèseraient alors *conjointement* sur les espaces politiques et journalistiques. De ce point de vue, la simultanéité des processus au sein des deux univers n'impliquerait pas un lien de dépendance entre eux. Il faudrait plutôt les concevoir comme les effets émergents de facteurs communs, à commencer par le renouvellement générationnel. À ce titre, certaines évolutions observables dès l'arrivée aux affaires de la nouvelle majorité – telle la multiplication soudaine des radios « libres » (Cheval, 1997 : 78) – tiennent moins à la volonté gouvernementale qu'à des audaces localisées, accomplies par des acteurs prônant depuis plusieurs années la libéralisation des ondes, et que le changement d'équipe au pouvoir a rendu possibles.

Ce recensement des différentes constructions de l'objet « alternance » permet de penser la pluralité des manières de problématiser l'évolution des interdépendances entre acteurs politiques et médiatiques, et de ne pas réduire l'analyse à l'identification de processus univoques, linéaires et irréversibles tels que le passage de la « dépendance » à « l'indépendance » ou de la « politisation » à la « dépolitisation ». Si chacune soulève des obstacles méthodologiques spécifiques, toutes posent la question de l'identification des médiations à travers lesquelles des renversements de conjoncture politique peuvent se convertir en changements dans l'espace journalistique. Pour y répondre empiriquement, nous allons à présent mettre à l'épreuve les hypothèses 2 et 3 qui voient dans l'alternance une séquence de reconfiguration(s) du champ politique susceptible de bousculer les logiques de positionnements au sein de l'espace journalistique, et plus particulièrement de la presse écrite nationale.

L'alternance comme reconfiguration de l'espace des possibles rédactionnels

Appréhender les effets de l'alternance de 1981 sur le travail et l'écriture des journalistes politiques suppose de considérer différentes temporalités dans cette séquence de transformations de l'espace politique. D'abord, l'alternance (1981) redessine soudainement le découpage entre majorité et oppositions, affectant le destin des journalistes amenés à couvrir ces différentes catégories d'acteurs. Ensuite, l'épreuve du pouvoir (1981-86) conditionne les modalités de soutien et, plus généralement, de politisation au sein des journaux qui ont pris part à la campagne de 1981. Enfin, l'entrée dans une conjoncture de banalisation des alternances (années 1980 et 1990) met en question les rôles journalistiques légitimes.

Couvrir le pouvoir ou l'opposition

L'alternance de 1981 a pesé sur la vie des rédactions en raison d'une homologie structurale entre les espaces politique et journalistique. Depuis l'avènement de la V^e République, la hiérarchisation au sein des services *Politique* des journaux nationaux vise en effet à calquer l'ordre institutionnel : les chefs de service accompagnent les voyages présidentiels, leurs adjoints suivent Matignon, tandis que les rédacteurs débutants sont le plus souvent accrédités auprès des formations absentes du Parlement. En redessinant les frontières, durcies depuis deux décennies, entre majorité et opposition, l'alternance a rendu explicite ce qui était jusqu'alors vécu sur le mode de l'évidence. Les journalistes affectés à la couverture du PS, qui bénéficient des meilleurs réseaux d'informateurs dans l'entourage du nouveau chef de l'État, paraissent les mieux à même de « suivre l' élu dans les honneurs de l'Élysée » (Berger, 1992 : 270). Cette situation leur a permis de revendiquer des titres hiérarchiques mieux adaptés à leurs nouvelles rubriques. À l'inverse, ceux qui suivaient autrefois le « pouvoir » voient leurs sources contraintes de quitter les palais nationaux et d'investir un rôle d'opposant. Ceci affecte leurs conditions de travail et leur capacité à disposer des informations les plus saillantes, journalistiquement parlant. En entretien, différents rédacteurs évoquent ainsi les tensions qui ont animé leurs services *Politique* :

***France-Soir* (journaliste accrédité auprès du PS de 1977 à 1981)**

« Le soir du 10 mai, j'étais au siège du PS. Et quand je suis revenu à la rédaction de *France-Soir*, [...], [le directeur de la rédaction] m'appelle dans son bureau. Il me dit : "À partir de demain, vous vous occupez de l'Élysée. Et vous êtes augmenté de mille francs." [...] Ça m'a fâché avec [l'ancien accrédité à l'Élysée] qui était giscardien. Il a refusé de me parler pendant plusieurs mois. [...] Et lui, il quittait l'Élysée du coup.

- Le fait de passer de l'opposition au gouvernement, c'est une forme de promotion ?

- Oui, en quelque sorte. Ça montre effectivement la culture gouvernementale de *France-Soir*. Mais c'est vrai que la couverture de l'Élysée, c'est quand même quelque chose de bien dans la profession. Maintenant, je pense qu'on relativise beaucoup. Mais à l'époque, c'était quelque chose d'important.

- Ça change quoi professionnellement ?

- Au niveau des conditions de travail, vous suivez quand même le Président de la République. [...] Vous êtes beaucoup plus présent dans les colonnes. Vous êtes davantage reconnu. [...] J'ai passé plusieurs années à suivre Mitterrand à travers le monde, vous faites de la politique étrangère. C'est bien aussi. »

***Le Nouvel Observateur* (journaliste accréditée auprès du PS de 1975 à 1981)**

« Il y a deux sortes de journalistes politiques : des journalistes qui couvrent le pouvoir et des journalistes qui couvrent l'opposition. Et quand on couvre le pouvoir, c'est plus chic que de couvrir l'opposition. Et là, en 24 heures, les gens qui tenaient le haut du pavé, allaient couvrir l'opposition. Donc là, ça a commencé à devenir un peu tendu, c'est-à-dire que les gens qui couvraient la droite avant, donc le pouvoir, ont commencé à vouloir écrire aussi sur la gauche.

- Au niveau du travail concret du journaliste, ça change quoi ?

- Le travail de la majorité débouche sur du concret. Le travail de l'opposition, c'est le ministère de la parole. [...] Le journaliste qui couvre le pouvoir a, par la nature même des choses, un statut plus important. Il a plus de lignes dans son journal que celui qui couvre l'opposition. »

Mettant au jour l'effervescence des rédactions en mai 1981⁴, ces extraits permettent d'identifier certaines logiques structurantes du journalisme politique de l'époque. Celui-ci reste en effet marqué par un prestige qu'objective l'accès préférentiel de ses membres aux hiérarchies de nombreux journaux et qui tient à la « noblesse » des institutions et au « pouvoir » des acteurs couverts. Bien qu'inégalement partagé, ce sentiment de rendre compte de l'Histoire fournit d'indéniables gratifications et un crédit certain dans l'univers journalistique. Si l'alternance bouscule l'attribution des rôles dans les services *Politique*, elle n'en modifie donc pas l'ordonnement.

De telles tensions semblent moins prononcées lors des alternances suivantes. Tandis que beaucoup d'enquêtes évoquent l'atmosphère des journaux en 1981, aucun ne fait mention d'épisodes aussi conflictuels lors des élections ultérieures⁵. Certes, les scrutins nationaux de 1986 à 2007 ne sont pas équivalents à celui de 1981, puisqu'ils n'ont pas abouti à un renouvellement simultané des équipes à la tête de l'Élysée et de Matignon. En 1986, 1993 et 1997, la perception même du changement est amoindrie par la cohabitation qui, en relativisant la frontière entre « majorité » et « opposition », atténue son effet sur la prévalence des rubriques au sein des rédactions. Pour autant, cette moindre conflictualité renvoie aussi, et peut-être surtout, à des évolutions structurelles communes à de nombreux journaux : une valorisation croissante de la

⁴ Sur le cas du *Monde*, cf. ROLLAT (2003 : 35-36).

⁵ Néanmoins, les services *Politique* tendent souvent à se réorganiser à l'issue des scrutins présidentiels. Générant de lourds investissements, cette élection est décrite comme une « fin de cycle », qui favorise mobilités et réaffectations au sein des services.

mobilité intra- et interservices, un moindre adossement du prestige de la rubrique à la position dans le service, une moindre prééminence accordée au service *Politique*, etc. (Hubé, 2007 : 88 *sq.*).

Une configuration politique et commerciale nouvelle

L'identification d'un impact de l'alternance sur l'activité journalistique ne peut donc être fondée sur une observation du très court terme. 1981 n'est pas qu'une occasion pour certains *outsiders* des services *Politique* de gravir des échelons rédactionnels dont l'agencement demeurerait inchangé. C'est aussi une séquence de mise en question des répertoires d'écriture mobilisés pour couvrir l'actualité politique et se positionner vis-à-vis d'une compétition dont la topographie est renversée, à court terme par le changement de majorité, à moyen terme par la conversion des élites socialistes aux impératifs gestionnaires.

Ce second scénario apparaît dans plusieurs travaux en science politique, en particulier ceux de Philippe Juhem. Pour lui, l'alternance de 1981 constituerait un *turning point* : déplaçant les « modalités du pensable en politique », elle aurait conduit à un « abaissement du niveau d'engagement des journaux nationaux » (Juhem, 2001 : 186). L'arrivée au pouvoir d'une coalition longtemps éloignée des responsabilités gouvernementales aurait engendré des contraintes de positionnement inédites pour les titres qui avaient ouvertement appelé à la victoire de la « gauche » (*Le Monde*, *Le Matin de Paris*, *Le Nouvel Observateur*, etc.). Le passage d'un statut d'organe d'opposition à une presse « proche » de la nouvelle équipe gouvernementale aurait ainsi progressivement conduit « les hiérarchies rédactionnelles à imposer [...] à des journalistes souvent réticents, la “neutralisation” de lignes éditoriales dont le caractère engagé est interprété comme la cause de la crise des ventes après 1981 » (*ibid.* : 186).

Restituée sommairement, cette démonstration a pour vertu de ne pas réduire les orientations des journaux aux seules dispositions, préférences idéologiques ou ambitions industrielles de leurs dirigeants. Elle rappelle à l'inverse à quel point les rhétoriques journalistiques sont redevables des configurations sociopolitiques dans lesquelles sont plongées les rédactions et qui en conditionnent la légitimité professionnelle *et* l'opportunité commerciale. Elle n'ignore pas non plus que les journaux sont aussi des champs de forces peuplés d'acteurs aux ressources, intérêts et conceptions du métier partiellement divergentes. Les entreprises médiatiques sont confrontées à des contraintes d'énonciation plurielles qui tiennent aux variations conjoncturelles du débat public (Hallin, 1986 : 116-118) ainsi qu'à la diversité des publics auxquelles elles s'adressent, et qui dessinent, à chaque période, l'espace des possibles rédactionnels.

L'argumentation paraît d'autant plus fondée qu'elle est portée par les journalistes des rédactions de presse écrite des années 1980. Dans leurs récits *a posteriori*, l'alternance, ou plutôt les

alternances depuis 1981, auraient contribué à estomper les conditions de leur enrôlement dans les luttes politiques. Le basculement récurrent des majorités gouvernementales aurait incité la plupart des rédactions à redéfinir leurs orientations éditoriales et à promouvoir un traitement jugé plus « professionnel » (i.e. plus impartial et distancié) de l'actualité politique. Ainsi, différents mécanismes auraient nourri la croyance selon laquelle il serait illégitime et coûteux d'afficher ses préférences partisans, de se focaliser sur les soubassements idéologiques des affrontements politiques et de négliger les luttes proprement individuelles qu'ils mettent en jeu.

À l'image de l'orientation définie lors de la transformation de *L'Express* en newsmagazine (1963-64) (Jamet, 1981 : 38 *sq.*), plusieurs directions auraient ainsi interprété leurs difficultés économiques comme la conséquence d'un positionnement trop marqué dans l'espace partisan. Cette situation a concerné en premier lieu la presse « de gauche », dont les hiérarchies ont pu s'appuyer sur un argument difficilement contestable : les journaux qui avaient explicitement encouragé la victoire de Mitterrand ont été confrontés à une baisse de leurs ventes, à l'exception de *Libération* qui, pour croître, a abandonné ses dimensions les plus militantes⁶. Dans le cas du *Nouvel Observateur*, ce déclin a incité la direction à prôner une approche plus critique de l'action gouvernementale et à renforcer le poids des impératifs marchands dans la définition des choix rédactionnels :

« Le journal a été dans l'embarras parce qu'il a commencé à vendre moins. Il avait fait [en 1981] une campagne de publicité dont on avait honte quand on voyait les affiches. C'était : "Bien placé pour le savoir". [...] Ils disaient que, comme on était connivent, on savait des choses mais qu'en même temps, on allait en profiter pour leur tirer dessus. [...] Et du coup, à l'époque, on a commencé à perdre des lecteurs, c'est-à-dire que les gens commençaient à acheter des journaux plus critiques. [...] En même temps, [le directeur de la publication] avait engagé des nouveaux pour le marketing qui nous ont dit : "Il faut arrêter cette position-là. Il faut critiquer le gouvernement et faire moins de politique." Alors ça a commencé : le mal de dos, le salaire des cadres, les îles de rêve... » (Entretien avec une journaliste politique au *Nouvel Observateur* de 1976 à 1986).

En outre, les difficultés rencontrées par les nouveaux gouvernants ont accrédité l'idée qu'alternance ne signifiait pas nécessairement alternative en termes de projets de société ou de pratiques du pouvoir. Dès le milieu des années 1980, la moindre différenciation idéologique et symbolique entre les deux camps a pu légitimer les interprétations journalistiques des luttes politiques en termes de jeux « politiques ». Cette conjoncture aurait contribué au désenchantement voire à la méfiance de certains rédacteurs envers un personnel politique qui affichait pourtant son ambition de « changer la vie ».

⁶ Entre 1981 et 1985, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Humanité* et *Le Matin de Paris* ont ainsi vu leur diffusion totale baisser respectivement de 96 000, 39 000, 26 000 et 60 000 exemplaires par jour.

Mais ces modalités de « neutralisation » du traitement n'ont pas été sans susciter des conflits entre des directions soucieuses d'assurer la rentabilité de leur journal et des rédacteurs attachés à leurs « responsabilités ». L'exemple du *Nouvel Observateur* est à nouveau significatif d'une rupture dans les conceptions du métier portées par sa hiérarchie :

« On me disait : “La politique, ça plombe. La politique, ça ne vend plus. Il faut parler d'autre chose.” [...] Il y avait des gens qui ont été embauchés et qui étaient là comme ils auraient été au *Point* ou à *L'Express*. C'était juste du boulot, pour eux, la politique. Et nous, on était des vieux schnocks ! Ils n'avaient pas le sentiment d'avoir une responsabilité ! [...] J'ai bien conscience en disant cela que je défends un genre très particulier de journalisme. C'est un journalisme engagé. Quand je dis engagé, je ne dis pas militant ! On avait une vision de la société, de ce qu'elle doit être, de la justice, de l'injustice. On ne pouvait pas couvrir le Front National comme on couvrait le RPR ou le PS. Tout avait du poids, tout avait une mémoire, tout avait un sens. On faisait partie, oui, d'un bloc, enfin on était dans un camp. » (Entretien avec une journaliste politique au *Nouvel Observateur* entre 1976 et 1986).

Sans toujours être le produit de rationalisations explicites, ces processus ont ainsi contribué à une relative indifférenciation dans la couverture de l'actualité définie comme « politique ». Si les journaux peuvent se distinguer par leurs éditoriaux et leurs pages *Economie* ou *Société*, les journalistes politiques doivent, plus que les autres, manifester leur impartialité et emprunter des registres similaires pour couvrir les différents partis.

L'alternance comme mise en « symétrie »

La conformité partisane en question

L'hypothèse d'effets systémiques de l'alternance sur l'espace des possibles rédactionnels suscite cependant des réserves qui tiennent d'abord à sa délicate validation empirique. S'il est complexe de mettre au jour les indicateurs d'une « neutralisation » des productions journalistiques au cours des années 1980, il est encore plus problématique – malgré les affirmations rétrospectives des acteurs – de prouver que celle-ci résulterait des reconfigurations politiques suscitées par l'alternance de 1981. L'observation du contenu des journaux avant et après 1981 soulève plus particulièrement trois ensembles de problèmes.

Tout d'abord, la démonstration tend à survaloriser la « conformité partisane » des produits journalistiques avant 1981. Outre que des titres comme *L'Express* ou *Le Point* ne peuvent être rattachés une fois pour toutes à un pôle de l'espace politique en raison de l'hétérogénéité des préférences partisans au sein de l'équipe dirigeante, les modalités de soutien à la « gauche » ou à la « droite » s'avèrent très variables selon les titres. Si ce soutien est assumé par l'ensemble des

interviewés du service *Politique* du *Monde* à la fin des années 1970, il n'en fait pas pour autant un organe de combat inscrit dans une démarche mobilisatrice. Son engagement se situe davantage dans l'analyse critique des politiques et pratiques gouvernementales que dans un effort explicite et continu pour porter le projet socialiste. À l'inverse, dans *Le Nouvel Observateur* des années 1970, l'ambition partagée est bien d'amener la « gauche » au pouvoir, en tout cas le Parti socialiste. Cependant, les rédacteurs ne se contentent pas de faire campagne pour le PS. Selon leurs convictions et les liens qu'ils entretiennent avec tel ou tel leader du parti (Pinto, 1984 : 188 ; Daniel, 1979), ils cherchent également à peser sur les rapports de force en son sein, sur son positionnement tactique et programmatique, et notamment sur les contours de son alliance avec le PCF. Quant au *Figaro* dont les rédacteurs ont été incités, après son rachat par R. Hersant en 1976, à mieux valoriser le discours gouvernemental, il constitue autant une « arme » en faveur de la majorité qu'un réceptacle des tensions qui l'animent : chaque fraction cherchant à susciter son soutien, sa direction peut se poser en arbitre, asseoir ses propres exigences et profiter de ces dissensions pour garantir ses intérêts industriels.

Ensuite, dans différents titres positionnés en soutien de la « gauche », le processus d'atténuation des affiliations partisans est initié bien avant 1981⁷. Au *Nouvel Observateur*, la transformation est continue depuis 1964 et l'abandon de la perspective d'adosser l'hebdomadaire aux combats du PSU. Par exemple, dès 1969, dans un contexte de fortes tensions rédactionnelles et d'incorporation d'une orientation « magazine »⁸, la direction recrute Pierre Rouanet au poste de chef du service *Politique*, davantage au nom de sa connaissance personnelle des responsables gouvernementaux qu'en raison de sa rectitude doctrinale. Comme il l'indique lui-même rétrospectivement : « L'idée, c'était que moi, j'allais ouvrir une fenêtre du côté du pouvoir politique. [...] J'étais envoyé pour aller regarder chez les sauvages » (entretien avec l'auteur). De même, si les transformations de *Libération* paraissent s'exacerber au lendemain de l'élection de Mitterrand, elles ne constituent qu'une phase nouvelle dans un processus conflictuel de « professionnalisation » qui structure l'histoire de ce journal depuis sa naissance⁹.

Enfin, c'est au cours de ces mêmes années 1970 que les dimensions les plus caractéristiques du « journalisme d'intermédiaire » (De La Haye, 1985 : 71) tendent à disparaître

⁷ Il faudrait remonter à la fin du XIX^e siècle pour réellement apprécier la teneur du processus d'autonomisation du champ journalistique et de désaffiliation tendancielle des supports de presse à l'égard des entreprises politiques.

⁸ Dans les années 1968-69, suite à de mauvaises ventes, il y eut un clivage marqué entre les partisans de la croissance du journal et ceux que L. Pinto qualifie de « gardiens d'une certaine morale politique, intellectuelle ou professionnelle ». Cette crise aboutit à la création d'une Société des rédacteurs. Mais elle fut surtout résolue par le départ des rédacteurs les plus rétifs aux évolutions du journal (Pinto, 1984 : 69-70).

⁹ Plus qu'une catégorie objective de description des orientations éditoriales de ce quotidien, la « professionnalisation » constitue un objectif explicitement revendiqué ou combattu par les acteurs, qui prend sens à travers une triple opposition : se professionnaliser, c'est quitter l'« amateurisme », évacuer les dimensions les plus « idéologiques », « se coltiner le quotidien de la politique ».

des pages *Politique* de la presse écrite : les stricts comptes-rendus de discours publics et les communiqués diffusés tels quels disparaissent, les récits se font plus irrévérencieux et investissent davantage les « coulisses » des organisations politiques, l'analyse stratégique tend à se substituer aux commentaires moralisateurs ou idéologiquement orientés. La valorisation d'un allié ou la stigmatisation d'un adversaire a dû s'inscrire dans les genres journalistiques désormais légitimes : l'article « anglé » qui sélectionne les déclarations, l'interview qui peut solliciter des propos (dé)valorisants, les échos qui disqualifient certains adversaires, le portrait qui humanise un responsable politique sont autant de pratiques discursives qui permettent de fuir les attitudes de plus en plus discréditées de « porte-plume » du personnel politique. Ajustées aux mutations sociopolitiques (et notamment à l'émergence de nouvelles pratiques de communication), ces évolutions sociodiscursives doivent être également rapportées à un renouvellement du personnel journalistique (Kaciak, 2007). Plus fortement diplômés, marqués par la « critique généralisée des relations hiérarchiques » (Lemieux, 2000 : 55), les rédacteurs les plus jeunes promeuvent auprès de leur hiérarchie une attitude moins institutionnelle et déférente, qui se traduit notamment par l'introduction de registres plus désinvoltes.

« (Dé)politisation » des journaux : un concept à déconstruire

Analyser les incidences de l'alternance sur l'espace des possibles rédactionnels suppose également de dissocier trois dimensions traditionnellement associées à la « politisation » des journaux mais dont les évolutions procèdent de rationalités et de temporalités partiellement distinctes.

La première renvoie à l'importance relative de l'actualité politique. Différents indicateurs mettent en effet au jour un déclin significatif de son poids dans les hiérarchies de nombreux titres (Sedel, 2004, 310). Si ce processus est particulièrement visible sur le long terme, il semble qu'il se soit approfondi au cours des années 1980 et 1990. La sensible diminution de la proportion de Unes « politiques » au sein du *Nouvel Observateur* entre 1976 et 1994 en constitue l'une des manifestations (tableau n°1). Jusqu'au début des années 1980, les « covers » directement consacrées à la compétition politique nationale, à la politique internationale ou à un conflit social investi sur la scène politique représentaient entre 60 et 80% des Unes annuelles. A partir du milieu des années 1980, cette proportion passe sous les 50%.

Tableau 1. Proportion annuelle des Unes « politiques » dans *Le Nouvel Observateur* (calculs de l'auteur)

Couverture renvoyant à un dossier...	1964	1970	1976	1982	1988	1994	2000
confié au service <i>Politique</i>	19 %	10 %	25 %	10 %	13 %	10 %	2 %
confié à plusieurs services, dont le service <i>Politique</i>	2 %	13 %	10 %	21 %	12 %	4 %	10 %
“sociopolitique” mais confié à un autre service que <i>Politique</i>	19 %	8 %	10 %	10 %	8 %	13 %	27 %
SOUS-TOTAL	40 %	31 %	45 %	41 %	33 %	27 %	39 %
confié au service <i>International</i>	29 %	33 %	33 %	27 %	12 %	19 %	10 %
TOTAL	69 %	64 %	78 %	68 %	45 %	47 %	49 %

Au-delà du comptage des services qui prennent en charge les titres de Une, il faut noter que la plupart des « covers » des années 1960 et 1970 impliquent des problématiques politiques si l'on considère ce terme dans son acceptation large. Censés traiter d'enjeux collectifs affectant la France ou le monde contemporain, ces sujets s'adressent explicitement au citoyen ou au militant, plus qu'à l'individu privé, consommateur ou spectateur du pouvoir, que ciblent de nombreuses Unes en 1988 et 1994. Pour interpréter cet indéniable déclin de la présence des services *Politique* ou *Internationaux*, il faut aussi tenir compte de l'essor simultané de services *Société* dont la légitimité repose en partie sur des impératifs de proximité. La prise en compte de ces exigences peut être lue comme un indice du développement des impératifs marchands. Mais elle peut aussi apparaître comme l'héritière d'un « nouveau journalisme » apparu dans les années 1970 et fondé sur le rejet d'une approche trop institutionnelle et partisane des enjeux politiques (Hubé, Kaciaf, 2006).

La deuxième dimension de la (dé)politisation des journaux renvoie à l'évolution des rôles journalistiques, entre engagement et distanciation à l'égard des luttes partisans et idéologiques. De ce point de vue, différentes pratiques émergent au cours des années 1980 témoignent d'une euphémisation des énoncés normatifs et de la généralisation d'une posture de surplomb à l'égard de la compétition politique : constitution de pages « Opinions » pour regrouper les prises de position, qu'elles émanent de la rédaction ou de personnalités extérieures au journal ; codification de « contrats de lecture » pour mieux différencier les genres rédactionnels, dont les papiers de commentaires ; développement de registres plus moqueurs ; généralisation des rhétoriques d'analyse stratégique à travers lesquelles les journalistes se posent en évaluateurs de la pertinence des « coups » politiques (Kaciaf, 2005 : 295 *sq.*). Ces innovations peuvent à nouveau être lues comme des indices d'une mise à distance – jugée commercialement plus rentable et professionnellement plus crédible – des affrontements partisans. Elles peuvent aussi apparaître comme vectrices d'une moindre déférence à l'égard des élites politiques et de leur communication.

La (dé)politisation des journaux peut enfin être identifiée au regard de la nature des engagements, jugements de valeurs et visions du monde que portent les récits journalistiques. C'est ici que peut s'inscrire le constat d'une conversion des élites journalistiques à la défense

d'une action publique « désidéologisée » qui, sous couvert de « modernisme » ou de « réalisme », reflète l'adhésion à un corpus de valeurs (néo)libérales (Juhem, 2001 : 200 ; Duval, 2000). Si ce déplacement du centre de gravité éditorial est rendu possible par l'évolution des corpus programmatiques circulant dans l'espace politique¹⁰, son explication réside également dans des logiques proprement journalistiques qui réduisent l'originalité de la période post-1981. D'une part, les attitudes ouvertement « consensuelles » renvoient depuis longtemps aux conditions d'acceptabilité des prises de position par le plus large public possible. Elles s'interprètent, d'autre part, par les positions dominantes qu'occupent les élites journalistiques au sein de l'espace social et qui les prédisposent à endosser des postures « intégratrices » qui naturalisent plutôt que critiquent l'ordre social (Rieffel, 1983 : 476-477).

Des logiques de positionnement déliées

Questionner la nature des engagements – variables au sein des rédactions – amène en outre à redéfinir les logiques de positionnement des journaux, avant et après 1981. Loin de se réduire à un clivage binaire entre « presse de gauche » et « presse de droite », le rapport au politique des rédactions peut s'analyser à partir de trois systèmes d'opposition.

Le premier axe renvoie classiquement à un critère de proximité partisane que matérialise notamment l'intensité des soutiens lors des campagnes électorales. Pouvant définir durablement l'identification d'un journal, la fidélité partisane peut être le produit de multiples rationalités, de l'affiliation statutaire aux affinités personnelles entre responsables politiques et dirigeants des journaux. Le deuxième axe concerne le positionnement idéologique. Ainsi certains journaux peuvent-ils défendre des idées de « progrès » ou de « conservation », de « justice » ou d'« ordre », indépendamment des acteurs politiques qui les portent. Promouvoir ces valeurs permet d'entretenir l'identité du journal, ou d'entrer en adéquation avec les convictions supposées du lectorat. Troisièmement, les rédactions peuvent privilégier une posture critique vis-à-vis du « pouvoir » ou, au contraire, une bienveillance à l'égard du gouvernement, indépendamment de l'identité partisane de la majorité¹¹. Permettant d'endosser le rôle valorisant de « contre-pouvoir », les marques de défiance envers les gouvernants peuvent s'avérer commercialement rentables lorsque la majorité perd en popularité. À l'inverse, au-delà des gratifications que les titulaires du

¹⁰ La sociologie constructiviste anglo-américaine a ainsi montré la dépendance de l'agenda et des cadrages journalistiques légitimes aux prises de position des élites politiques (Gans, 1980).

¹¹ Ainsi, au-delà des accointances entre sa direction et les leaders des formations « gaullistes » ou « libérales », c'est une stratégie de bienveillance à l'égard de la majorité qui a longtemps structuré le positionnement de *France-Soir*, quotidien populaire supposé réunir un public politiquement hétérogène. Son ancien directeur, Pierre Lazareff, avait d'ailleurs rationalisé une telle posture : « Lazareff disait : "Le plus grand nombre de gens ont élu Pierre ou Paul, donc on est naturellement pour eux." » (Entretien avec un journaliste politique à *France-Soir* de 1973 à 1994).

pouvoir d'État peuvent offrir à leurs « alliés » médiatiques, le soutien ou l'absence de critiques à l'égard de l'exécutif peuvent favoriser les intérêts industriels des propriétaires des journaux.

Si ces logiques de positionnement ne sont pas toujours dissociées dans la pratique, l'une des spécificités de la conjoncture des années 1970 est d'avoir renforcé leur imbrication. Des rationalités différentes ont ainsi pu se conjuguer pour aboutir à un ancrage identifiable sur l'échiquier partisan¹² : les intérêts stratégiques des entreprises de presse à soutenir ou critiquer l'équipe au pouvoir ont pu s'ajuster aux convictions idéologiques ou aux affinités partisans de nombreux rédacteurs. C'est à travers cette asymétrie entre « droite » et « gauche » que la configuration des années 1970 a favorisé une certaine polarisation entre « presse de droite » et « presse de gauche ». Par exemple, s'il ne faut pas exagérer sa traduction concrète dans le contenu des pages *Politique*, le soutien du *Monde* à la « gauche » au cours des années 1970 ne peut se comprendre qu'en articulant ces différentes logiques. Au-delà de la complicité entre certains membres du services *Politique* et divers responsables socialistes, ce qui a uni une large partie des rubricards à leur direction, c'est avant tout l'opposition à une « droite », installée au pouvoir depuis 1958. Si les accusations adressées à la majorité giscardienne ont pu soulever des réticences chez les rédacteurs les plus attachés aux valeurs d'indépendance du *Monde*, elles recueillaient une large adhésion, des journalistes soucieux d'afficher leur expertise critique de la politique gouvernementale aux rédacteurs les plus désireux de favoriser la victoire de la « gauche ». L'augmentation sensible des ventes attestait la pertinence de cette posture d'opposition et son affinité avec les aspirations au changement d'un lectorat rajeuni.

En déliant ces logiques partisans, gouvernementales et idéologiques, en plaçant « gauche » et « droite » face aux mêmes contraintes de gestion du pays, l'alternance a placé *Le Monde* (parmi d'autres) dans une situation délicate et suscité moult débats quant au positionnement à adopter vis-à-vis de la nouvelle majorité. Tandis que le directeur défendait une attitude de soutien au gouvernement, d'autres responsables s'opposaient à cette ligne susceptible d'assimiler le journal à l'organe « officiel » du pouvoir et de nuire à l'autonomie des choix rédactionnels. En outre, les contradictions auxquelles le nouveau gouvernement s'est trouvé confronté ont renforcé les antagonismes entre rédacteurs, selon leurs propres conceptions des politiques à mener par un exécutif de « gauche ». Le brusque déclin des ventes entre 1980 et 1985, interprété notamment comme la conséquence de cette proximité avec un « pouvoir » de plus en plus impopulaire, a enrichi l'argumentaire des journalistes les plus attachés à marquer leur distance ou les plus prompts à dénoncer ici l'alliance entre PS et PCF, là le renoncement à certains pans du programme. C'est par cette mise en symétrie des formations de « gauche » et de

¹² On rejoint ici le modèle de « pluralisme polarisé » de Hallin et Mancini (2004).

« droite » que les alternances qui se succèdent depuis 1981 ont favorisé des appréhensions plus distanciées d'un jeu politique dont la dramaturgie, les capacités d'action sur le monde social et les principes de différenciation ont perdu en lisibilité.

*
* *

Cet examen de l'impact de l'alternance sur les rôles et les rhétoriques des journalistes politiques français invite à nuancer les tentatives d'adosser les changements journalistiques à une périodisation propre au champ du pouvoir d'État. Il relativise également les approches structurales qui envisageraient la dépolitisation de la presse française comme un processus linéaire et irréversible. Outre les nombreuses innovations médiatiques qui remettent à l'honneur des registres engagés et/ou polémiques¹³, l'explicite soutien porté par la direction du *Figaro* à N. Sarkozy et à son action gouvernementale rappelle que des postures qui s'écarteraient des normes « d'impartialité » supposément caractéristiques du journalisme contemporain demeurent possibles, dès lors qu'elles ne suscitent pas de trop lourdes sanctions négatives (tel un déclin des ventes).

Cette remarque demande évidemment à être validée par une plus solide investigation empirique. Elle soulève néanmoins une question restée en suspens : l'alternance de 1981 est-elle un *turning point* singulier ou ne constitue-t-elle qu'une phase (certes saillante) dans des relations politico-médiatiques qui évolueraient de manière cyclique ? Autrement dit, est-il possible de monter en généralité à partir de ce cas et de modéliser ce que serait, de façon structurale, l'impact *des* alternances sur le champ médiatique d'une unité politique donnée ? S'il est délicat de donner une réponse tranchée sans éléments de comparaison, plusieurs indices laissent entrevoir l'originalité d'une telle conjoncture. D'une part, 1981 se présente comme une séquence relativement inédite dans l'histoire politique française, puisque succédant à une vingtaine d'années de conservation du pouvoir par une même majorité. D'autre part, tandis que les alternances se sont banalisées, l'univers médiatique s'est profondément métamorphosé, empêchant de comparer termes à termes les effets de chaque alternance sur les activités journalistiques. Pour autant, les cadrages médiatiques accompagnant les premiers mois de la présidence Hollande donnent à voir certaines convergences dans les contraintes de positionnement des titres qui ont soutenu le candidat socialiste en 1981 et 2012. Mémoires des coups aidant, ces journaux (*Le Nouvel*

¹³ Différents travaux indiquent une récente relégitimation de l'expression d'opinions (mais sous des formes évidemment nouvelles) dans l'univers journalistique (Charron, De Bonville, 2004 : 192 ; Delli Caprini, Williams, 2011 : 25).

Observateur, *Libération* ou *Marianne*) semblent avoir plus rapidement adopté des postures ostensiblement distanciées et/ou critiques à l'égard des nouveaux gouvernants¹⁴, peut-être par adhésion aux normes d'excellence professionnelle sédimentées lors des précédentes décennies, sans doute aussi par crainte d'une évanescence du lectorat similaire à celle rencontrée au début des années 1980.

¹⁴ Dès septembre 2012, *Le Nouvel Observateur* ou *Marianne* titraient en Une : « Sont-ils si nuls ? », « Hollande, secoue-toi, il y a le feu ! », etc.

- BERGER, F. (1992) *Journaux intimes. Les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand*, Paris, Robert Laffont.
- BOURDON, J. (1994) *Haute Fidélité. Pouvoir et télévision, 1935-1994*, Paris, Seuil.
- BOURDON, J. (2011) *Du service public à la télé réalité. Une histoire culturelle des télévisions européennes*, Paris, INA Éditions.
- CHAMPAGNE, P. (1990) *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit.
- CHARRON, J., DE BONVILLE, J. (2004) « Typologies historiques des pratiques journalistiques », in C. BRIN et al. (dir.) *Nature et transformations du journalisme. Théories et recherches empiriques*, Québec, Presses de l'Université de Laval.
- CHEVAL, J.-J. (1997) *Les Radios en France. Histoire, état et enjeux*, Paris, Apogée.
- COOK, T. (1998) *Governing with the News. The News Media as a Political Institution*, Chicago, University of Chicago Press.
- DANIEL, J. (1979) *L'Ere des ruptures*, Paris, Le Livre de poche.
- DE LA HAYE, Y. (1985) *Journalisme, mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Grenoble, ELLUG.
- DELLI CAPRINI, M.X., WILLIAMS, B.A. (2011) *After Broadcast News. Media Regimes, Democracy and the New Information Environment*, Cambridge, CUP.
- DERVILLE, G. (2005) *Le Pouvoir des médias. Mythes et réalités*, Grenoble, PUG.
- DULONG, D. (2010) *La Construction du champ politique*, Rennes, PUR.
- DUVAL, J. (2000) « Concessions et conversions à l'économie. Le journalisme économique en France depuis les années 1980 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 131-132, p. 56-75.
- GANS, H. J. (1980) *Deciding what's News. A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, New York, Pantheon Books.
- HALLIN, D, MANCINI P. (2004) *Comparing Media Systems: Three Models of Media and Politics*, Cambridge, CUP.
- HALLIN, D. (1986) *The « Uncensored War ». The Media and Vietnam*, Berkeley, University of California Press.
- HUBE, N. (2007) « Face aux pairs. Centralisation des rédactions, contraintes de rôle et publicité des discussions », in P. DAUVIN, J.-B.LEGAVRE, *Les Publics des journalistes*, Paris, La Dispute.
- HUBE, N., KACIAF, N. (2006) « Les pages *Société* ou les pages *Politique* en creux. Retour sur des conflits de bon voisinage », in I. CHUPIN, NOLLET, J. (dir.) *Journalisme et dépendance*, Paris, L'Harmattan, p. 189-212.
- JAMET, M. (1981) *Les Défis de L'Express*, Paris, Les Editions du Cerf.
- JUHEM, P. (2001) « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, 56, p. 185-208.

- KACIAF, N. (2007) « L'objectivation du rapport aux sources dans les pages "Politique" des quotidiens », in P. DAUVIN, J.-B. LEGAVRE (dir.) *Les Publics des journalistes*, Paris, La Dispute, p. 227-250.
- LEMIEUX, C. (2000) *Mauvaise Presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié.
- NEVEU, E. (2000) « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, 100, p. 109-136.
- NOILET, J. (2010) *Des décisions publiques « médiatiques » ? Sociologie de l'emprise du journalisme*, thèse de doctorat en science politique, Lille 2.
- PINTO, E (dir.) (2007) *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, Bellecombe, Le Croquant.
- PINTO, L. (1984) *L'Intelligence en action* : Le Nouvel Observateur, Paris, Métailié.
- RIEFFEL, R. (1983) « Analyse de l'élite des journalistes. Questions de méthode », *Revue française de science politique*, 33(3), p. 455-479.
- ROLLAT, A. (2003) *Ma Part du Monde*, Paris, Les Editions de Paris.
- ROSANVALLON, P. (1998) *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard.
- SAITTA, E. (2010) « Les transformations des rapports entre journalisme et politique. Une comparaison France/Italie depuis la fin des années 1980 », in S. LEVEQUE, D. RUELLAN (dir.) *Journalistes engagés*, Rennes, PUR, p. 39-41.
- SEDEL, J. (2004) « "La nouvelle formule du Monde". Contribution à une étude des transformations du journalisme », *Questions de communication*, 6, p. 299-315.